

HONNEUR AU DOUAR BENI-OUGHLIS...

Alors que l'instruction en langue française lui soit imposée depuis plus de 50 ans; alors que, de ce fait, elle devrait avoir les mêmes droits que les français, la population du Douar Beni-Oughlis a toujours été soumise à la dictature féroce d'un caïd. Le dernier régnant fut Alilat Chérif, qui a employé les plus crapuleux moyens pour détrousser ses administrés. Faux jeton et presque illettré, il fut imposé par l'Administration française non seulement parce que le plus traître à ses compatriotes, mais aussi parce que le plus offrant. Je note que tous les larbins de son espèce, pour avoir la place qu'ils convoitent, graissent largement la patte des administrateurs, des chefs en grande partie tarés que la République délègue pour diriger les indigènes écœurés.

Lâche et vil, comprenant que sa dictature devait avoir des limites dans un douar aussi instruit et révolté, le triste fantoche faisait surtout ses ravages chez des malheureux fellahs privés de défense, qu'il dépouillait sans vergogne et sans honte. À défaut de prétextes, anodins dans la plupart des cas, il inventait et complotait pour faire «*suer les burnous*» et s'enrichir, à bon compte au dépens du pauvre.

D'ailleurs, les lois super-fascistes sous lesquelles vivaient les indigènes lui donnant des pouvoirs étendus pour l'étouffement de toute plainte, le sinistre individu rançonnait ses victimes au grand jour.

C'est pourquoi, tout en ne percevant qu'un traitement qui ne dépassait pas la recette journalière d'une putain des boulevards, il s'est mit une fortune colossale en quelques années.

C'est à la suite d'une lutte acharnée allant de l'attentat au sabotage de l'impôt, que le noble douar Beni-Oughlis vient de recevoir une satisfaction provisoire, la mise à la porte du tyran. Pour s'organiser en conseils municipaux, il a été divisé en 8 ou 10 grandes communes.

Connaissant très bien les travailleurs de Beni-Oughlis qui, en tant que berbères, sont des hommes libres et fiers, je suis convaincu que leur combat pour le bien-être et la liberté ne s'arrêtera pas à la mise au ran-cart d'un féroce bicot. En attendant leur libération totale du joug colonialiste, voleur, et assassin officiel, ils exigeront de la 4^{ème} République qui se glorifie de châtier les criminels de guerre, la confiscation de la fortune du caïd Alilat, gangster de droit commun.

Camarades du Béni-Oughlis, la seule déchéance du pitre sanglant Alilat ne saurait vous suffire! Ce serait, une insulte à votre honneur, une ignoble provocation à vos souffrances endurées. Le bulletin de vote que l'on vous accorde n'est rien d'autre qu'un attrape-nigaud, une duperie pour mieux vous endormir et vous exploiter. Vous n'avez plus de caïd qui vous brime. Le pensez-vous? Il est déjà remplacé par un autre ex-maçon au service du parti dit «communiste», un valet de Staline, aux appointements de six cent mille francs par an, dont vous êtes les payants.

Votre député est donc le docile serviteur du régime capitaliste qui le paie grassement. C'est un Alilat sous une autre forme. Voilà tout.

Il faut secouer le joug infernal du colonialisme voleur et assassin; oui, par tous les moyens propres à faire rendre gorge aux esclavagistes déchaînés! Frères d'outre-mer, haut les cœurs! Prenons l'exemple de ceux-là mêmes qui contribuèrent à libérer leur pays de la botte des envahisseurs. Mais à l'inverse de ce qui se passe ailleurs, il ne faut point que la libération de l'Algérie soit l'apanage d'une prétendue patrie qui cachera toute l'hypocrisie des spéculateurs de tous genres et des malins de tout acabit.

N'oubliez jamais que c'est grâce à tous les Alilat, à toute la clique des sorciers maraboutiqués, que nous sommes traités en inférieurs dans notre propre pays natal. Le bourgeois musulman ne vaut pas plus cher le bourgeois roumi, car tous deux forment l'association de malfaiteurs vivant au détriment des travailleurs.

Il faut que la libération de l'Algérie profite aux seuls ayant-droits: les producteurs! Tout doit venir d'en bas, de l'individu à la commune, et de la commune à la nation, et à l'univers, par le fédéralisme libre, car le centralisme, ou l'État, est une institution tyrannique source de toutes les injustices. Frères algériens! Debout! Il faut montrer au monde que l'esclavagisme et les souffrances ont des limites. Cela n'a que trop duré.

Sortez l'étendard de la révolte et en avant pour l'anarchie!

Mohamed SAÏL.
